

Acq. 196 259

[no 1]

[Janvier 1974]



**BULLETIN
DU
MOVIMIENTO
DE IZQUIERDA
REVOLUCIONARIA**



**Le Mouvement de la Gauche
Révolutionnaire M.I.R. du Chili
s'adresse aux camarades de la
gauche chilienne réfugiés à
l'étranger, aux camarades trava-
illeurs de tous les pays et à
l'opinion publique internationale.**

**RAPPORT SUR LA SITUATION
ACTUELLE (NOVEMBRE 1973)**

**MESSAGE DE MIGUEL ENRIQUEZ
SECRETARE GENERAL DU MIR, A
UN MEETING DE SOLIDARITE EN
ALLEMAGNE (JANVIER 1974)**

**MESSAGE DU SECRETARIAT
NATIONAL DU MIR AUX TRAVAIL-
LEURS, AUX REVOLUTIONNAI-
RES ET AUX PEUPLES DU MONDE
(JANVIER 1974)**

8° P 6417

500
6/74

**LE MOUVEMENT DE LA
GAUCHE REVOLUTIONNAIRE
M.I.R. DU CHILI
S'ADRESSE AUX CAMARADES
DE LA GAUCHE CHILIENNE,
REFUGIES A L'ETRANGER,
AUX CAMARADES
TRAVAILLEURS DE TOUS LES
PAYS ET A L'OPINION
PUBLIQUE
INTERNATIONALE**

**RAPPORT SUR LA SITUATION
ACTUELLE**

I. Bourgeoisie

1. 1. Le Gouvernement : Il s'est clairement défini comme une alliance entre les forces armées et les pouvoirs d'entreprises, en particulier les secteurs de la grande industrie et du commerce, qui comptent sur le soutien des couches professionnelles et moyennes. La majorité des responsables civils du Gouvernement viennent du vieux bloc « Alexandriste ». Le moyen d'exercer leur domination est d'établir un Etat d'Exception fortement répressif, avec une organisation politique corporatiste et destiné à favoriser le développement des grandes entreprises privées liées au capital étranger.

1. 2. Contradictions au sein de la bourgeoisie : Si le bloc précédent contrôle le Gouvernement, il n'a pas obtenu l'unité de la bourgeoisie. Au contraire, déjà des contradictions avec la politique actuelle du Gouvernement s'accroissent progressivement : a) En ce qui concerne la politique économique - liberté des prix - et l'inflation explosive entraînant un recul violent dans la consommation, ce qui affecte directement l'industrie moyenne et le commerce - les couches moyennes en général - en plus des couches populaires. b) La politique répressive qui affecte également la bourgeoisie elle-même (fermeture du Congrès, recul des partis bourgeois, interventions dans les universités, etc.) c) Le monopole militaire de toutes les fonctions du gouvernement et le sectarisme envers les civils. Cette opposition bourgeoise commence à se manifester sous forme voilée (commentaires dans le journal « La Presse » sur ces aspects) et encore très craintive. Cette « opposition » repose essentiellement sur la Démocratie Chrétienne et quelques membres du Parti National, ainsi que sur des secteurs des Forces Armées et des Carabiniers. On connaît un secteur qui s'opposerait aux « durs » (Leigh, Merino). Ces « moins durs » (Bonilla, Brady) voudraient donner une image « plus populaire », donner moins de garanties à la grande entreprise, adoucir la répression, limiter la permanence des militaires dans le gouvernement, et sont très préoccupés par leur image de marque à l'étranger.

1. 3. Répression militaire : La répression contre le mouvement de masse continue avec autant, sinon plus, de force qu'avant, bien que se faisant chaque fois plus sélective, vu que la résistance à la dictature a pris des formes de lutte plus clandestines. Il a été annoncé l'extension du couvre-feu à huit mois de plus au minimum et l'Etat d'urgence pendant trois ans (ceci afin d'appliquer la justice de guerre qui est beaucoup plus draconienne). La vigilance militaire est permanente et repose aussi sur des militaires en civil, ainsi que sur le mouchardage et la délation. Les opérations de violation de domicile ainsi que le quadrillage de quartiers entiers - « perquisitions » - sont permanents. Dans la campagne ont lieu d'énormes opérations avec les forces de l'infanterie et de l'aviation, dans les forêts et dans les montagnes où l'on présume qu'il y a des résistants réfugiés. Jusqu'à présent les plus importantes ont eu lieu à Tome, près de Concepcion, dans les zones boisées de Valdivia et Osorno, Llanquihue, Cautin, Talca, etc. Les détenus disparaissent. Ils sont amenés dans des centres différents : souterrains du Ministère de la Défense, Pedelhue (bérêts noirs), Ecole Militaire, régiments comme le Buin, l'Ecole des sous-officiers, etc. Tous sont sauvagement torturés et très peu en sont libérés. La plupart d'entre eux disparaissent, soit envoyés dans des endroits que nous ignorons, des prisons ou des camps de concentration (Ile Dawson, Ile Quiriquina, une mine

abandonnée dans le nord que nous ne situons pas encore, etc.) Bon nombre d'entre eux sont fusillés après une parodie de jugement, « ils ont tenté de s'enfuir », ou simplement pas d'explication du tout. Durant la dernière semaine il a été reconnu l'exécution d'environ vingt camarades, mais on découvre constamment des cadavres jetés dans les fleuve (Mapocho), sur les chemins menant à Santiago, dans les bois de Chena (Puente Alto), etc. On ne saura jamais combien il y a eu d'assassinats depuis le 11 septembre, mais leur nombre doit être près de dix mille et le nombre de prisonniers politiques atteint plusieurs dizaines de milliers.

La répression s'est faite également sentir au sein même des Forces Armées et des Carabiniers. Il doit y avoir plus de mille prisonniers en uniforme et près de deux cent fusillés. Rien que dans les forces aériennes, parmi les sous-officiers de Santiago, il y aurait plus de trois cent prisonniers. Parmi les détenus il y a des soldats, des sous-officiers et des officiers. Il y a, par exemple, le cas du commandant du régiment Guardia Vieja des Andes, qui a été fusillé. Bon nombre de ces militaires, comme ce commandant, n'étaient pas de gauche ni même quelquefois « progressistes ». Ils étaient « constitutionnalistes ». Il règne au sein des Forces Armées et des Carabiniers un climat de peur et de malaise dû à la contradiction entre la répression qu'ils subissent eux-mêmes et le rôle répressif qu'ils ont à tenir à l'extérieur. Plusieurs centaines d'hommes ont été portés absents dans les différents corps, ce qui a entraîné le rappel du contingent de réserve de l'année précédente.

1. 4. Presse et moyens de communication de masse : Tous les moyens de communication sont entièrement contrôlés. Ceux de gauche n'existent plus. Les « nouvelles » ne sont que mensonges. Tout paraît idyllique. La répression est justifiée par le supposé « plan Z ». La propagande en faveur de la junte est annihilante. Tous les journalistes ou artistes de gauche sont prisonniers ou licenciés. On interdit la possession d'ouvrages marxistes (ceci inclut l'économie, la sociologie, etc.) Les livres trouvés sont brûlés et leurs propriétaires sont emprisonnés.

1. 5. Organisations syndicales et fronts de masse : La répression y est massive. La Centrale Unique des Travailleurs et les organisations paysannes (Confédération Paysanne, Conseils municipaux) ainsi que les organisations d'habitants ont été déclarées illégales. Les seules organisations qui fonctionnent, mais comme appendice du gouvernement, sont les Collèges Professionnels, les Juntas de Voisinage et quelques syndicats contrôlés par la droite.

La dictature est en train d'essayer de développer diverses organisations corporatistes contrôlées par elle. Par exemple, les Juntas de Voisinage, les Centres de mères de famille, les organismes de jeunesse. Il y a également de nombreuses contradictions et rivalités entre les secteurs Démocratie Chrétienne et les plus conservateurs liés à la fraction « dure » des militaires. Ces deux tendances cherchent à obtenir une influence dans le champ étroit des organisations de masse permises.

Les directions traditionnelles de la gauche du mouvement de masse ont été physiquement effacées et exterminées par la répression. Comme il est mentionné plus avant, quelques noyaux organisés commencent seulement à se reconstituer, sous forme clandestine, soit sous la poussée spontanée de quelques groupes locaux des partis traditionnels de la gauche, soit sur la ligne du MIR.

1. 6. Les universités et l'éducation : D'autres motifs de préoccupations spécifiques de la répression ont été les centres d'éducation - universités techniques et secondaires -. Toutes les universités sont mises sous la coupe de « recteurs militaires », même celles qui étaient aux mains de la droite. Beaucoup d'écoles universitaires sont déclarées inutiles et éliminées. Toutes les Ecoles Normales (professeurs du primaire) sont déclarées inutiles. Beaucoup de Collèges d'Etat et même quelques collèges privés de la bourgeoisie (comme celui de Saint-Georges dirigé par des prêtres progressistes) sont également sous la coupe des militaires. Les enseignants emprisonnés se chiffrent par centaines ; les étudiants auxquels il a été interdit de continuer leurs études dépassent les trente mille. La répression dans l'école a également durement affecté les couches moyennes et la situation s'aggravera certainement, les inscriptions pour l'année prochaine étant déjà réduites.

1. 7. Organisations politiques : C'est ce dont on est le plus au courant. Le Congrès clôturé, les partis de gauche mis dans l'illégalité, les partis bourgeois contrôlés, toute activité politique interdite. Dans le même sens, des sections de la D.C. ont été réprimées avec bienveillance moyennant une mise en résidence surveillée. L'Eglise même a été touchée et de nombreux prêtres expulsés du pays, d'autres emprisonnés.

1. 8. Situation économique : La politique économique de la dictature a durement frappé diverses couches de la population. En premier lieu la classe ouvrière ; l'inflation galopante (en un mois la majorité des produits de consommation courante ont atteint dix et même vingt fois

leur prix d'origine) a réduit incroyablement le pouvoir d'achat. A l'heure actuelle on trouve de tout, aliments, vêtements, etc. mais à des prix prohibitifs. Et on peut tenir compte dans les classes populaires de l'important chômage, particulièrement dans les secteurs qui dépendent de l'Etat.

Les couches moyennes, salariés, employés, souffrent aussi des mêmes conséquences. L'inflation et la liberté des prix ont déjà commencé à frapper l'industrie moyenne et le commerce, à cause de la baisse de la consommation qu'elles entraînent. La petite et moyenne industrie ont entrepris des compressions de personnel et réduit la production. Il règne un important malaise. Les seuls gagnants sont les grandes industries et les monopoles, qui peuvent se défendre grâce à leurs stocks et à leurs crédits, et qui ont à présent une main d'œuvre à bon marché, et s'orientent vers l'exportation (marché andin, etc.) Elles attendent en plus une pénétration de capitaux étrangers qui ne s'est pas encore matérialisée.

La junte militaire se montre très préoccupée par la situation. Elle a lancé une gigantesque campagne de propagande pour rendre le gouvernement antérieur responsable de cette situation. Elle a réuni les directions de toutes les organisations patronales pour les avertir de maintenir le rythme actuel de la hausse des prix. Dans les masses elle a accentué la répression contre ceux qui « agitent et sèment le désordre », emprisonnant ceux qui se soulèvent. Même ainsi dans la vie courante, la population se plaint et critique la situation actuelle.

2. La Gauche

2. 1. La situation générale : La gauche dans son ensemble a été durement frappée. La résistance ouverte et armée du 11 septembre et de la semaine suivante dans les noyaux d'avant-garde des sections ouvrières, villageoises, étudiantes et paysannes, fut héroïque mais subit de lourdes pertes. On sait déjà comment sont morts au combat des milliers de travailleurs et de militants de gauche, et combien plus encore sont en prison. On sait aussi comment les militaires ont réprimé sauvagement les noyaux de résistance dans les usines, les écoles, les campagnes, utilisant l'artillerie et la force aérienne. Bien que les forces de la dictature aient subi de nombreuses pertes, et qu'au sein même de l'armée quelques noyaux de militaires et de carabiniers se soient opposés au coup d'état en résistant auprès des travailleurs, il fut impossible de continuer ouvertement la résistance. La gauche et le

mouvement de masse se virent contraints à un repli, et durent entrer dans la clandestinité pour assurer leur survie ; même dans la clandestinité la répression a continué implacablement.

2. 2. Mouvement de masse : Les organisations de masse de gauche et leurs directions ont été complètement détruites. La tâche à l'heure actuelle est de reconstruire ces organisations et de former de nouvelles directions dans la clandestinité. Il existe aussi une étroite marge de manœuvre au sein et sous la couverture des organisations de type corporatiste qu'impulse la dictature elle-même. Cette marge ne doit pas être négligée. Actuellement, au niveau local, l'effort est déjà entrepris pour reconstruire les organisations de masse sous forme clandestine ; quelques groupes du Parti Communiste et du Parti Socialiste (agissant d'une manière autonome) et le MIR dans son ensemble impulsent cette tâche.

Le travail de reconstruction des organisations de masse sera long, difficile et peut-être coûteux, mais il semble favorisé par la dramatique situation économique des classes populaires, le chômage, les licenciements, etc.

2. 3. Les partis traditionnels de gauche : Ils ont été frappés de manière différente. En général, la gauche traditionnelle a été durement réprimée au niveau de ses directions, c'est d'ailleurs pour cette raison qu'un grand nombre de dirigeants de ces partis ont du chercher asile à l'étranger. Ceci implique pratiquement l'inexistence de l'Unité Populaire, la carence de direction politique des partis qui la constituent, le manque de liaisons à la base et d'une orientation politique. Ceci se comprend si on considère leur caractère ouvert et légal, le manque de mesures de sécurité, ce qui permit à la répression de les frapper plus durement. Apparemment, les plus affectés ont été les partis les moins importants : le MAPU, la IC et le PR. Enfin le PS, dont une grande partie de la direction est en prison ou en exil. Le passage à la clandestinité du camarade Carlos Altamirano revêt d'autant plus d'importance, le PS étant très affecté au niveau de ses militants de par son traditionnel caractère inorganisé. Actuellement plusieurs groupes se réorganisent plus ou moins de manière autonome. Le PC est le parti traditionnel qui a pu le mieux résister à la répression, surtout à Santiago. En province il a été plus durement frappé. Une partie importante de sa direction se trouve en exil et il y a quelques camarades prisonniers. Cependant, ce qui semble le plus immobiliser le PC, c'est la naissance de tendances opposées en son sein, tendances qui ne se dessinent pas encore clairement. En général elles se réfèrent aux formes de lutte à appliquer et à la stratégie. De fait, au niveau local, plusieurs groupes du PC et des

Jeunesses Communistes ont commencé à fonctionner avec assez d'autonomie dans une perspective de résistance active à la dictature et se rapprochant de la gauche révolutionnaire.

2. 4. *Le MIR* : Celui qui a pu le mieux résister à la répression est le MIR. Sa direction est au complet et il est interdit aux cadres et aux militants de s'exiler. Il a été durement frappé dans quelques provinces au niveau des cadres du Comité Central et des directions régionales. Parmi eux, le camarade Kraus de Valvidia, qui a héroïquement supporté la torture et affronté l'exécution. Ce même exemple a été donné par d'autres militants, tels que le camarade Gregorio Liendo (commandant Pepe). Le MIR a réussi à se restructurer rapidement. Il trouve aussi dans les fronts de masse et dans de larges secteurs de la gauche traditionnelle un courant de soutien et de rapprochement à sa politique.

3. La politique du MIR

La politique suivie par le MIR après la résistance armée et ouverte au coup d'état du 11 septembre est la suivante :

3. 1. Assurer avant tout la survie du parti, sa restructuration interne et renforcer le fonctionnement clandestin.

3. 2. Impulser le regroupement de la gauche dans son ensemble pour la constitution de l'unité révolutionnaire et le développement d'un large front de résistance à la dictature. Avec l'unité révolutionnaire on compte constituer avec les secteurs de la gauche et le mouvement des ouvriers, des paysans et des couches pauvres de la population un bloc révolutionnaire et socialiste. Avec le développement d'un front de résistance à la dictature, on compte former une large alliance avec les couches moyennes et les secteurs démocrates de la bourgeoisie pour lutter pour la défense des libertés démocratiques, la condamnation des crimes fascistes, etc., en accentuant les contradictions au sein de la bourgeoisie. Il existe des conditions très favorables dans ce sens tant parmi la gauche que parmi la bourgeoisie (certains secteurs) mais la concrétisation rapide est difficile, étant donné les limites propres à la clandestinité sous la dictature actuelle.

3. 3. Impulser la restructuration du mouvement de masse, sous de nouvelles formes d'organisation clandestines, en développant au sein de ce mouvement la lutte revendicative, la lutte pour les libertés

démocratiques et la reconstruction de ses avant-gardes révolutionnaires. Utiliser aussi le cadre étroit de l'action de type corporatiste permise par la dictature dans les organismes qu'elle impulse. Développer de nouvelles formes d'agitation et de propagande de masse, en tenant compte des formes qu'impose la répression militaire.

3. 4. Impulser la résistance armée à la dictature sous des formes de lutte illégales et clandestines en développant la participation active des masses à ce type de lutte et en renforçant les formes d'organisation dont elles ont besoin.

3. 5. Impulser la solidarité internationale envers la résistance chilienne, la dénonciation de la dictature et de ses crimes, et les sanctions morales, politiques et économiques contre le gouvernement militaire chilien, les gouvernements et les trusts qui le soutiennent.

Le 8 novembre 1973.

MESSAGE DU SECRETAIRE GENERAL DU M.I.R. MIGUEL ENRIQUEZ

**aux camarades de la Jeunesse du Parti SocialDémocrate
Allemand, des Comités de Soutien
à la Résistance du Chili, des Associations d'Etudiants
Latinoaméricains en Allemagne,
de la Confédération des Etudiants Perses,
camarades Grecs, Turcs, Espagnols, camarades de toutes
les organisations en Allemagne qui coopèrent
avec la Résistance du Peuple Chilien.**

Camarades Travailleurs,
Camarades révolutionnaires d'Allemagne,

Comme vous le savez tous, une dictature a pris le pouvoir au Chili par la terreur et le meurtre ; une dictature gorille, forme adoptée aujourd'hui en Amérique Latine par les mouvements fascistes et nazis d'il y a quelques dizaines d'années en Europe.

Au nom de la démocratie toutes les libertés ont été abolies, près de trente mille Chiliens ont été assassinés, quarante mille ont été enfermés dans des prisons et des camps de concentration, les exécutions sommaires continuent, s'élevant déjà presque à un millier, des dizaines de milliers de travailleurs et employés ont été renvoyés des usines, des campagnes, des lycées, des universités et des administrations publiques.

Levant la bannière de la lutte contre le marxisme, les cadres des Forces Armées torturent à grande échelle : on châtré des détenus, on leur brise les côtes, les jambes, les bras et la colonne vertébrale.

La reconstruction nationale, tellement vantée, n'est que l'habillage grossier de la politique économique ultra-réactionnaire que la dictature gorille applique servilement pour favoriser les intérêts du grand capital américain et national, réduisant à la misère des centaines de milliers de Chiliens. Le nombre des chômeurs a brutalement augmenté, les prix sont dix fois supérieurs à ce qu'ils étaient avant le putsch, les salaires ont été augmentés moins de quatre fois. Au même moment, on rend

des entreprises comme la Petrodow à l'impérialisme, on négocie une indemnisation énorme avec les pirates américains des compagnies du cuivre, on prépare la restitution des banques nationalisées à des particuliers, on a remis à leurs anciens propriétaires des centaines d'usines et de « fundos » que les travailleurs avaient conquis.

Ni le socialisme, ni la Révolution Prolétarienne, ni la politique révolutionnaire n'ont échoué au Chili. Quoique nous ne voulions pas axer notre politique sur la polémique avec d'autres organisations de gauche, l'expérience chilienne doit être une leçon pour les peuples du monde. Ce qui arrive aujourd'hui au Chili, comme nous en avons alerté les travailleurs ces trois dernières années, est une conséquence de la catastrophe vers laquelle ont été entraînés les travailleurs chiliens par le réformisme. Le réformisme avec son illusion de croire à la réussite d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie et sa soumission à l'ordre bourgeois, à été conduit à renoncer à la lutte pour la conquête du pouvoir, à protéger des groupes de grandes entreprises au détriment des intérêts des travailleurs. Le réformisme a été amené à combattre politiquement les mobilisations directes de secteurs ouvriers ; à combattre des paysans et des « pobladores » et ainsi à arrêter le développement du pouvoir populaire ; à légitimer le Haut-Commandement le plus réactionnaire des forces armées, poursuivant les organisations des marins anti-putschistes ; à combattre, et finalement persécuter, des secteurs de la gauche révolutionnaire : tout ceci qui n'a pas donné au gouvernement la force résultant d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie, mais a réussi à déconcerter, diviser, désarmer les travailleurs, la troupe des Forces Armées et l'ensemble de la gauche, affaiblissant ainsi le gouvernement et ouvrant la voie au putsch.

En même temps, il faut le reconnaître, de nombreux militants, cadres et dirigeants de l'Unité Populaire ont donné leur vie en affrontant héroïquement la dictature, ou en supportant la torture et la prison. Nous saluons Salvador Allende et lui rendons hommage, lui qui, face aux gorilles, a donné sa vie plutôt que de se rendre, défendant ses convictions jusqu'au bout.

La politique de la dictature gorille montre déjà ses faiblesses et ses contradictions. Baignés dans le sang des ouvriers, ils essayent désespérément de sortir de la crise économique profonde que traverse le pays, en mendiant l'aide extérieure avec servilité, en faisant peser la crise sur les salaires des travailleurs, et attirant, par les bas salaires, les investissements des capitaux américains et brésiliens, en cherchant à s'ouvrir à la concurrence sur le marché sub-régional andin. Les contradictions au sein des Forces Armées se sont accentuées, entre les cadres gorilles et quelques secteurs faibles « constitutionnalistes » qui leur sont aujourd'hui subordonnées. Les contradictions à l'intérieur de la bourgeoisie se sont accentuées, elles aussi, à tous les niveaux : entre

grandes, moyennes et petites entreprises, entre partis bourgeois ; et les accrochages sont de plus en plus fréquents entre les gorilles et le parti Démocrate Chrétien, dont seul l'hypocrite Eduardo Frei et un groupe de ses fidèles continuent à applaudir l'assassinat massif et la torture.

La petite bourgeoisie, qui au début a constitué la base sociale d'appui pour les gorilles, est touchée aujourd'hui par la répression générale et la politique économique, mises à part ses couches privilégiées. Elle s'éloigne en masse et rapidement de la Junte militaire, et montre un sentiment d'opposition de plus en plus agressif envers la dictature gorille.

La classe ouvrière, issue d'une longue tradition de libertés démocratiques et d'organisation syndicale, l'unique classe sociale que le capitalisme ne peut pas disperser, et celle qui a mené le plus loin la conscience et l'organisation, après avoir été durement frappée, réagit et s'organise. Il y a déjà eu des dizaines de grèves partielles dans les grandes usines.

Les paysans et les « pobladores », les pauvres de la campagne et de la ville, dont le nombre est grossi par la quantité énorme de chômeurs créée par la dictature gorille, autrement dit ceux qui ont été le plus affectés par la politique ultra-réactionnaire de ces caricatures actuelles des dictatures fascistes antérieures, ne sont pas dupes, malgré la misère et la faim, des mascarades populistes des gorilles. Un processus semblable a lieu chez les étudiants.

Les soldats, « clases », sous-officiers et quelques officiers, dégoûtés par les crimes et les monstruosités qu'ils sont obligés de commettre, par le travail excessif et les bas salaires, manifestent de plus en plus leur ressentiment et leur opposition à la dictature.

Les partis de l'Unité Populaire, désarticulés dans un premier temps par la répression, se réorganisent.

Le MIR, né en 1965, persécuté et clandestin entre 1969 et 1970, qui n'a jamais été « gouvernement », qui a provoqué et conduit dans la mesure de ses forces la mobilisation directe de la classe ouvrière et du peuple, qui a été à l'origine de la prise de conscience à l'intérieur de la troupe des Forces Armées, et à l'origine du développement du Pouvoir Populaire, qui en septembre a combattu à travers tout le pays, sans demander asile à personne ni refuge à l'étranger, le MIR a réussi à faire face à la répression avec le moins de pertes, il fonctionne aujourd'hui aujourd'hui presque régulièrement, il se prépare à une longue guerre révolutionnaire et populaire.

Car la dictature ne tombera pas victime de ses propres contradictions. Elle ne va pas modifier son orientation : un abîme de sang sépare le Corps des Officiers des travailleurs. Toute illusion sur sa chute créée par

la radicalisation de la lutte intra-bourgeoise ou par une modification pacifique de son orientation conduit à une seconde catastrophe. Il faudra renverser la dictature. Les illusions réformistes ont déjà conduit les travailleurs à une catastrophe. Il ne sera possible d'en finir avec la dictature gorille et d'ouvrir le chemin vers la révolution qu'avec l'appui d'un large bloc social populaire, sous la conduite de la seule classe capable de l'assumer, la classe ouvrière urbaine et paysanne, en développant toutes les formes de lutte, et d'abord la lutte armée des masses.

Les tâches prioritaires au Chili sont :

La constitution d'un front politique de la résistance, en intégrant toutes les forces politiques prêtes à combattre la dictature gorille : l'Unité Populaire, le secteur progressiste de la Démocratie Chrétienne et le MIR, qui s'y avance déjà ;

La construction d'un large bloc des forces sociales contre la dictature : le mouvement de résistance populaire déjà en marche, constitué par des comités dans chaque usine, « fundo », poblacion, lycée, université et administration publique, afin de canaliser ce qui aujourd'hui est le sentiment d'opposition aux gorilles, sentiment de la grande majorité du peuple et de la troupe des Forces Armées, qu'ils soient ou non militants des partis politiques, avec un programme orienté vers la lutte pour la restauration des libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses.

Apartir de ce mouvement de résistance populaire, et des détachements armés des partis, en orientant ses actions vers la défense des intérêts directs des masses, en recherchant des tactiques de propagande armée à la ville et à la campagne, il sera possible de construire l'armée révolutionnaire du peuple, seule force capable d'affronter le Corps des Officiers et l'Armée réactionnaire, de renverser la dictature et d'ouvrir la voie à la révolution prolétarienne.

Le défi historique que nous offrent l'impérialisme, le sous-impérialisme brésilien et ses serviteurs, les gorilles de chez nous, doit être affronté par la classe ouvrière, le peuple et les révolutionnaires chiliens avec l'aide des travailleurs et des révolutionnaires du monde, dans la perspective de la victoire, comme l'ont affronté tragiquement, il y a cinquante-cinq ans, Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht à Berlin.

La solidarité internationale a eu une importance énorme pour la résistance. L'attitude de la plus grande partie des pays socialistes, de Cuba révolutionnaire, des mouvements révolutionnaires et progressistes du monde entier, spécialement d'Amérique Latine et d'Europe, a été fondamentale.

La rupture des relations avec le Chili, la suppression de l'aide financière et militaire, le sabotage du déchargement des bateaux chiliens, la collecte d'argent, les meetings et les contre-manifestations, la diffusion d'appels et de communiqués, la dénonciation périodique des crimes des gorilles, ont été une aide importante pour la résistance du peuple chilien. Multiplier toutes ces formes de solidarité, faire pression sur les gouvernements, intensifier les collectes, aura encore plus d'importance dans l'avenir.

Aujourd'hui particulièrement, il est indispensable de lancer une campagne mondiale pour empêcher l'exécution et exiger l'arrêt des tortures de notre camarade Bautista Van Schowen, médecin de trente ans, membre de la commission politique ; pour empêcher l'exécution du Docteur Alejandro Romero, membre de notre Comité Central, condamné à mort par un pseudo-jugement sommaire, pour le seul fait d'être dirigeant du MIR.

Nous assistons à une époque historique, l'époque de l'effondrement de l'impérialisme, encore puissant aujourd'hui. En Amérique Latine, devant les conquêtes du mouvement de masses et du prolétariat, l'impérialisme ressort son gant de fer et, en ayant recours aux chiens de garde du capital, les armées réactionnaires, cherche à soumettre les peuples sauvagement. Il a obtenu des succès transitoires au Brésil, en Bolivie, en Uruguay et au Chili ; il est prêt à fondre sur l'Argentine. Mais aujourd'hui les peuples et les révolutionnaires sont face à un rapport de forces mondial différent. Le camp socialiste a gagné en puissance, l'impérialisme a été frappé au Moyen-Orient et dans le Sud-Est Asiatique, où le peuple vietnamien a constitué une avant-garde de la révolution dans le monde, la république socialiste de Cuba s'est consolidée, les peuples et les révolutionnaires sont plus riches en expérience et en organisation.

Dans le cône sud de l'Amérique Latine, après des années, nous avons réussi à constituer une solide coordination révolutionnaire entre l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) d'Argentine, le Mouvement de Libération National Tupamaros d'Uruguay, l'Armée de Libération Nationale de Bolivie et le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire au Chili (MIR), coordination qui porte déjà ses fruits, revivifiant les pratiques, un peu oubliées, de l'internationalisme prolétarien. Des milliers de camarades sont tombés, ils continueront de tomber et ils seront remplacés, jusqu'à la victoire finale.

La lutte de la classe ouvrière, du peuple et des révolutionnaires chiliens, fait partie de la lutte de tous les peuples du monde pour en finir avec le joug impérialiste et capitaliste sur la terre.

Nous saluons, au nom du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, les travailleurs et les révolutionnaires d'Allemagne, pays où est né le marxisme, toutes les organisations et les personnes qui ont contribué à la solidarité avec la résistance du peuple chilien.

**EMPECHER L'EXECUTION DE VAN SCHOWEN ET DE ROMERO !
LIBERTE POUR TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES AU
CHILI !
EXIGER L'ARRET DES TORTURES !
LA RESISTANCE POPULAIRE CONTRE LA DICTATURE GORILLE
VAINCRA !**

Santiago, le 20 janvier 1974.

AUX TRAVAILLEURS AUX REVOLUTIONNAIRES AUX PEUPLES DU MONDE

1

L'alliance criminelle des officiers des Forces Armées, du grand capital et de l'impérialisme nord-américain a utilisé la force des armes pour mettre fin au gouvernement d'Unité Populaire et établir au Chili une dictature sanglante.

Les forces les plus réactionnaires de l'histoire nationale ont, au nom de la démocratie, « aboli » les libertés démocratiques et foulé aux pieds les droits de la personne humaine. Au nom du nationalisme, elles ont ouvert toutes grandes les portes de notre économie au capital étranger et l'ont rendue plus dépendante encore de l'impérialisme yankee et de sa tête de pont le sous-impérialisme brésilien ; au nom de la reconstruction nationale on a restructuré les fondements de l'exploitation impérialiste sur des bases plus humiliantes, on a rendu des usines et des domaines à leurs anciens propriétaires. Les salariés ont été soumis à une surexploitation grâce à une chute brutale des revenus des travailleurs. Des milliers de travailleurs, d'ouvriers, d'étudiants, de paysans, de femmes ont été assassinés ou ont perdu la vie dans les combats menés contre la dictature. Le peuple a déjà trente mille martyrs. Près de quarante mille personnes sont encore détenues dans des prisons et des camps de concentration créés par la dictature et disséminés partout dans le pays. Ils y sont soumis à des traitements inhumains, à des tortures et des humiliations. La torture massive appliquée aux détenus est devenue la règle pour les Forces Armées, les carabiniers et la police. Les exécutions sommaires se poursuivent, ainsi que les assassinats prémédités que permet la « loi de fuite ». Les condamnations par les tribunaux militaires d'exception se montent à plus de quatre cents. La répression procède toujours à des ratissages dans les villes, fouille des maisons et établit des barrages dans les rues. Tandis que dans les campagnes les routes sont bloquées et on continue à appliquer des tortures aux paysans pauvres et aux travailleurs agricoles.

Des milliers de travailleurs et leurs familles souffrent les persécutions pour la seule raison qu'ils ont des idées de gauche. Des milliers d'ouvriers de l'industrie ont été licenciés. Des milliers d'employés sont aujourd'hui sans travail. Des milliers de travailleurs souffrent des conséquences du chômage tandis que des milliers d'étudiants n'ont plus la permission de se réinscrire dans les écoles et les universités. Des professeurs ont été renvoyés.

Malgré ses déclarations, la Junte militaire considère l'appareil administratif comme un butin de guerre, et a truffé les affaires publiques de militaires d'active et en retraite dont le seul mérite reste celui de porter l'uniforme et d'être dociles aux efforts ultra-réactionnaires et repressifs de la Junte et de ses assesseurs. Dès le début, la corruption des officiers supérieurs a caractérisé le gouvernement. L'image de probité et d'austérité qu'ils désirent mettre en avant n'est qu'une grande mascarade pour cacher les privilèges et les pots-de-vin qu'ils obtiennent.

2

Cette année, au mois de septembre, la classe ouvrière et le peuple ont essuyé un échec face à la contre-révolution bourgeoise. Cet échec a été la conséquence de l'erreur historique représentée par la politique réformiste. Sa recherche persistante d'une alliance avec une fraction de la bourgeoisie, dans une période d'ascension du mouvement ouvrier, et d'extrême polarisation des forces sociales, a fini par affaiblir et désarmer le pôle représenté par les travailleurs et a transféré la force et l'initiative à la contre-révolution bourgeoise. L'échec du peuple chilien face à la réaction montre dramatiquement quel prix les masses doivent payer les hésitations et les inconséquences du centrisme de gauche.

Bien que plusieurs personnalités et dirigeants appartenant à ces courants aient affronté courageusement les gorilles et que plusieurs soient tombés héroïquement au combat aux côtés des travailleurs, il n'en est pas moins vrai que ce sont les travailleurs et le peuple qui aujourd'hui doivent payer les conséquences de la politique qu'ils ont menée.

3

La dictature dans une société comme la société chilienne est très dure. Les conséquences immédiates de la récession et de la crise économique ont mis en marche une politique anti-populaire et répressive. Pour faire face à la crise la Junte a aboli les libertés démocratiques, a fermé le Parlement, a considéré comme illégaux les

partis de gauche, a suspendu les partis bourgeois, a supprimé la liberté de réunion, d'opinion et d'association, en a fini avec les droits syndicaux, le droit de revendiquer, le droit de grève, etc.

Simultanément, elle a décrété une hausse spectaculaire des prix pour stimuler la production, en augmentant ainsi les profits des classes possédantes, tandis qu'elle a diminué les salaires, ce qui réduit d'autant les revenus des travailleurs et de la petite bourgeoisie. Avec cette politique, les contradictions sont plus aiguës au sein de la bourgeoisie et la dictature s'est aliéné de larges couches de la petite bourgeoisie en même temps qu'elle frappait les travailleurs. De cette façon la dictature a fragmenté le bloc social qui l'a amenée au pouvoir, a perdu l'appui des larges couches petites-bourgeoises en même temps qu'elle a ravivé l'apparition de l'ensemble de la classe ouvrière et des couches les plus pauvres des villes et de la campagne.

4

Le mouvement ouvrier et le mouvement populaire chiliens ont été fortement touchés et forcés au repli par le coup d'état des gorilles. Etonné, apeuré au début, il a commencé à se réorganiser lentement, et a repris confiance dans ses propres forces. Aujourd'hui on peut déjà observer, dans les secteurs les plus avancés et d'avant-garde, les premiers symptômes d'une réactivation exprimés par quelques grèves dans des usines importantes, qui ont été massivement réprimées. Cette réactivation peut être observée aussi dans l'organisation des chômeurs et dans une croissante progression pour des revendications salariales, et aussi plusieurs formes de résistance dans les usines, et dans une tendance à se réorganiser afin de combattre la dictature

L'U.P. et ses partis, les premiers à être frappés et désarticulés par la répression, ont commencé à se réorganiser et à fonctionner. La tâche suivante est la réunification de ces forces autour d'une politique révolutionnaire qui leur permette de mobiliser les masses et de frapper la dictature.

Le MIR, fort de son expérience antérieure de la lutte dans la clandestinité et la semi-clandestinité, est arrivé à supporter la répression avec moins de pertes. Notre parti a été restructuré et on a accompli la première phase de réorganisation dans notre pays. Nos cadres de direction, nos militants, mènent une guerre au Chili.

Le MIR a été construit comme parti et a préparé ses cadres pour lutter à tous les niveaux et dans toutes les conjonctures de la lutte des classes. Il faut que le militant soit prêt à disposer de sa vie pour la cause de la révolution prolétarienne. Pour cela le MIR a établi comme règle qu'aucun de ses dirigeants ou de ses militants ne peut s'exiler. Notre

devoir est d'être là, pour affronter avec la classe ouvrière et le peuple exploité, la répression, et pour les conduire dans la lutte contre la dictature, et faire la révolution.

Le MIR n'a pas participé au gouvernement de la UP. De ce fait les luttes qu'il a menées ont emprunté une voie qui leur est propre. La dictature ne peut pas, pour justifier ses crimes, l'accuser de corruption comme elle le fait à l'égard des dirigeants et des pontes de la UP.

Nous combattons et nous affrontons les gorilles. Et pour cela nous avons une grande autorité morale et politique aux yeux des masses. Avec elles nous menons le combat contre les gorilles sanguinaires.

5

La lutte pour en finir avec la dictature sera longue et difficile. Mais nous, travailleurs et révolutionnaires chiliens, nous sommes disposés à payer un prix élevé pour établir la loi et la justice, et surtout pour mener le Chili dans la voie définitive de la révolution prolétarienne et pour établir le socialisme.

Notre première tâche est de stimuler la réorganisation de la classe ouvrière et du mouvement de masse, de regrouper simultanément la gauche autour d'une politique permettant de combattre effectivement la dictature jusqu'à sa chute, et ouvrant la voie à une lutte indépendante des travailleurs.

La situation internationale, la politique de la dictature, les contradictions au sein de la bourgeoisie, les traditions institutionnelles chiliennes et la tradition du mouvement ouvrier, aussi bien que la force potentielle du mouvement de masse et des révolutionnaires, ouvrent la possibilité historique de constituer un bloc social qui, sous la direction de la classe ouvrière, peut unifier l'ensemble des classes et couches exploitées par la dictature, et surtout des vastes secteurs de la petite bourgeoisie, et développe la lutte contre la dictature jusqu'à sa défaite finale.

Les formes multiples de lutte illégale et armée ont une énorme importance dans la situation du Chili. Elles joueront un rôle spécifique dans l'essor du mouvement de masse.

Le plus important sera de développer la possibilité de l'alliance de classes - sous l'hégémonie de la classe ouvrière - pour développer progressivement des formes variées de lutte contre la dictature.

La lutte armée ne sera pas une lutte d'avant-garde. Son caractère ne sera pas donné par quelques actions spectaculaires, devant lesquelles les masses seront spectatrices. Il faut que la lutte armée prenne en considération la capacité, la disposition, la conscience des masses, pour développer des formes de combats. Et surtout évaluer sa capacité à

édifier des mouvements de résistance clandestins contre la dictature, pour forger l'armée du peuple, pour faire face aux combats qu'implique une guerre prolongée contre la dictature jusqu'à la création d'une corrélation des forces qui permettront la victoire.

6

Les objectifs immédiats de la résistance populaire contre la dictature sont :

- Développer la lutte pour une plate-forme minima, en exigeant le rétablissement des libertés démocratiques ;
- Constituer le front politique de la résistance anti-gorilles en unifiant toutes les forces de gauche et un secteur du Parti Démocrate-Chrétien : la petite bourgeoisie démocratique ;
- S'ouvrir à de vastes secteurs de la classe ouvrière et du peuple n'appartenant à aucun parti. Et pour cela préparer la lutte contre la dictature en construisant le mouvement de résistance populaire dans chaque usine, chaque propriété agricole, chaque école, chaque université ou caserne.

Dans ces conditions il sera possible de commencer la construction de l'armée du peuple, et d'incorporer effectivement les masses à la lutte et à la résistance armée.

7

Au cours du développement et du renforcement de la résistance populaire à la dictature, la solidarité internationale, et principalement celle des travailleurs, a joué et continuera à jouer un rôle très important. L'internationalisme prolétarien est fondamental pour l'avenir de la résistance populaire chilienne.

Pour cette raison, nous lançons un appel aux travailleurs et à tous les secteurs progressistes du monde pour qu'ils continuent avec encore plus de force la lutte internationale d'appui au peuple et à la résistance populaire chilienne.

La non-reconnaissance de la Junte militaire par plusieurs gouvernements, la rupture des relations diplomatiques, les différentes formes de pression et de lutte diplomatique, l'attitude de quelques organismes internationaux, le conditionnement et la limitation de l'aide financière et militaire, ainsi que les frèves de protestation contre le déchargement des navires chiliens dans les ports étrangers, le sabotage à l'envoi des armements, les meetings, mobilisations et manifestations contre la dictature dans différentes villes du monde, les pressions sur les gouvernements pour exiger qu'ils prennent une attitude hostile à la

Junta militaire, et la publicité faite à l'étranger autour des crimes de la Junta, de la violation systématique des droits de l'homme, du régime de terreur et de misère qu'ont instauré les Forces Armées du Chili : tout ceci a aidé la lutte de la résistance et a réussi à miner la stabilité et à restreindre les perspectives de la dictature gorille.

L'attitude des pays socialistes, de la révolution cubaine et de l'internationalisme prolétarien, ainsi que la solidarité des mouvements révolutionnaires de l'Amérique latine et fondamentalement, l'ERP (Argentine), les Tupamaros (Uruguay), l'ELN (Bolivie) ont revêtu une importance particulière dans la lutte que mènent les travailleurs, les révolutionnaires et le peuple chilien.

8

Aujourd'hui, il faut constituer dans les différentes villes et les différents pays, des comités de soutien à la Résistance Chilienne ; en créant tout un réseau de base, dans les usines, les universités, les écoles, les quartiers, etc.

Constituer un Comité International de Défense des Droits Humains des prisonniers politiques chiliens, avec des Comités de base et un permanent au Chili. Le comité doit exercer des pressions pour que les jugements soient publics, et pour l'existence effective du droit à la défense, recruter et organiser des groupes d'avocats disposés à venir défendre des prisonniers politiques au Chili, etc.

Les travaux de soutien à la résistance et à la lutte contre la dictature au niveau international sont nombreux. Ce qui est fondamental c'est de ne pas donner de trêve à la dictature, d'accroître jour après jour son isolement et de renforcer le soutien des travailleurs et des peuples du monde à sa résistance héroïque.

Il faut intensifier la propagande contre la dictature ; poursuivre la dénonciation des crimes et publier des bulletins d'information, des journaux et des revues ; envoyer des lettres au Chili encourageant la résistance, de façon à ce que ces lettres parviennent à tous les secteurs sociaux. Il faut redoubler la lutte, en exigeant des gouvernements la rupture des relations diplomatiques avec la Junta et l'arrêt de l'aide financière et militaire. Il faut exercer des pressions sur les organismes internationaux, les universités et autres institutions.

Il faut poursuivre le boycott des navires chiliens dans les différents ports du monde et le sabotage des embarquements d'armes. Il est plus important que jamais de multiplier les manifestations d'appui à la résistance chilienne et les contre-manifestations permanentes face aux ambassades et aux consulats chiliens, et de faire une grande mobilisation internationale pour exiger de la dictature la fin de l'état de

guerre interne, de l'Etat de siège, des conseils de guerre, des exécutions sommaires, des assassinats prémédités, de la répression et des tortures. Il faut exercer des pressions sur les gouvernements, les parlements, l'ONU et autres organismes internationaux pour qu'ils interviennent auprès de la Junte militaire chilienne dans le même sens.

Il faut organiser de grandes manifestations et des actions massives de protestation, exigeant l'expulsion des différents pays des délégations de menteurs appointés que la dictature envoie à l'extérieur, véritables proclamateurs du mensonge et du crime.

La résistance, la lutte clandestine, la propagande dans les conditions actuelles du Chili, l'organisation du Mouvement de résistance et le développement de l'armée populaire demandent d'énormes quantités d'argent et les campagnes de soutien financier à la résistance sont d'une importance primordiale.

9

La solidarité internationale et la lutte internationale contre la dictature sont particulièrement importantes, précisément depuis quelques semaines, au moment où la dictature est en train de négocier en Angleterre l'achat de plusieurs navires et avions de chasse Hawker Hunter, les mêmes que l'ultra-réaction chilienne et les militaires ont utilisés en septembre pour bombarder le Palais présidentiel, plusieurs « poblaciones », « campamentos », usines et régions paysannes. En France, la dictature négocie l'achat de tanks, d'hélicoptères, de voitures de police pour augmenter son potentiel répressif qui sera utilisé contre les travailleurs chiliens et pour assurer sa permanence par l'unique voie qui lui reste : la répression policière et militaire. La dictature négocie également ces jours-ci la dette extérieure avec les USA, le Japon et les pays européens, en cherchant les conditions les plus favorables pour développer sa politique économique, qui implique la misère et la surexploitation des masses. La dictature, consciente de son isolement croissant au niveau international, organise une contre-offensive de publicité au niveau mondial, à travers ses différentes ambassades et légations, en nommant comme chargés de presse dans les différentes ambassades des personnalités très connues de la réaction chilienne, des journalistes vendus au service du Capital et du Dieu Argent, qui avaient, à travers la presse et la radio, préparé et appelé au coup d'état qui a renversé le gouvernement d'Allende, et à la répression des travailleurs. Ce sont les mêmes qui, plus tard, ont justifié la torture, les assassinats et les exécutions de travailleurs et de révolutionnaires. Aujourd'hui ils cherchent à justifier face au monde les crimes de la dictature, au moyen

du mensonge et de la tromperie, en présentant des gorilles sanguinaires comme des champions de la démocratie et de la liberté et comme les sauveurs du peuple.

Les travailleurs du monde entier doivent les répudier et les combattre !

La résistance populaire chilienne augmentera et se renforcera !

Notre lutte fait partie de la lutte de tous les peuples du monde contre l'impérialisme, la réaction et la barbarie !

C'est une partie de la lutte du prolétariat et des peuples pour leur libération !

Nous, travailleurs et révolutionnaires chiliens, avons juré, sur la mémoire de nos martyrs, de combattre jusqu'à la défaite de la dictature. Notre lutte finira quand le prolétariat en armes prendra le pouvoir ! Ceux qui sont morts et ceux qui tomberont ne seront pas morts en vain. La solidarité internationale, l'internationalisme prolétarien et la lutte sans trêve dans les villes et les campagnes du Chili rendront notre lutte irréversible, renforceront la résistance chilienne et changeront sa vocation de victoire en victoire finale sur le Capital et la dictature !

**LA RESISTANCE POPULAIRE CHILIENNE VAINCRA !
DEVELOPPONS LA LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LA
DICTATURE !**

APPUYONS LA RESISTANCE POPULAIRE CHILIENNE !

Secrétariat national
Mouvement de la Gauche Révolutionnaire
Santiago du Chili
Janvier 1974

Nous nous excusons auprès des camarades du MIR et des lecteurs de ce premier bulletin pour certaines maladresses de traduction et d'autres imperfections. Suivant l'expression consacrée, « nous ferons mieux la prochaine fois ».

Les Editions Gilles Tautin.

Editions - Imprimerie

Gilles Tautin

4, passage Dieu

75020 PARIS

Dépôt légal :

1er trimestre 1974

Imprimé en France

Directrice de Publication :

Elena Labrousse

Prière d'adresser la correspondance

aux Editions Gilles Tautin

qui transmettront

Pour toute commande, joindre un chèque
bancaire ou postal du montant correspondant
à l'ordre des Editions Gilles Tautin

2f50